

Bibliothèque publique de Toronto : une décision très mal avisée

Les livres sont les gardiens de la mémoire des hommes. Une mémoire qui, à travers le temps, a parfois été malmenée.

C'est pourquoi l'histoire nous apprend à observer le passé pour mieux comprendre le présent et tenter d'anticiper l'avenir.

La très mal avisée décision de la Bibliothèque publique de Toronto de retirer des tablettes de ses bibliothèques 26 000 livres et ressources en français a généré une onde de choc auprès des francophones, tant en Ontario qu'ailleurs au pays.

La ministre des Langues officielles, Mélanie Joly, est rapidement intervenue auprès du maire de Toronto et la décision a finalement été annulée. L'achat de livres en français sera même doublé. À la bonne heure.

« Je suis très préoccupée. Comment pouvons-nous enseigner le français et vivre dans notre langue sans que les bibliothèques encouragent la lecture de nos livres ? » Merci, madame la ministre, de rappeler cette évidence.

L'approche comptable si chère à ce 21^e siècle n'est pas toujours à privilégier. Il suffit d'un livre pour changer la vie d'un enfant ou d'un adulte.

Avant l'arrivée des écoles de langue française en contexte minoritaire au Canada, l'éducation en français se faisait principalement sous forme d'apprentissages non formels. Désormais, on compte 170 000 élèves fréquentant les 700 écoles primaires et secondaires de langue française dans les neuf provinces et trois territoires.

Le réseau éducatif francophone est en pleine croissance. Ses francophones d'ici et d'ailleurs unis dans une francophonie plurielle aux accents multiples doivent pouvoir compter sur un accès à des livres et autres ressources en français tant à l'école qu'au sein des institutions publiques telles que les bibliothèques.

Pour reprendre les propos de l'auteur Umberto Eco, « La fonction essentielle d'une bibliothèque est de favoriser la découverte de livres dont le lecteur ne soupçonnait pas l'existence et qui s'avèrent d'une importance capitale pour lui. »

Conseil d'administration de la Fédération nationale des conseils scolaires francophones